



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
Département de science politique



Avant-propos de Dusan Sidjanski

Professeur honoraire et fondateur du Département de Science politique
de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève

Comme toute innovation, la création du Département de Science politique s'est heurtée à de nombreux obstacles. Elle a donné lieu à des débats ardues opposant les tenants des sciences politiques représentés par le Professeur Jacques Freymond, directeur de l'Institut de Hautes Etudes Internationales, à ceux qui défendaient le concept "moderne" de science politique. Ce fut une naissance douloureuse que j'ai essayé de retracer à l'occasion des quarante ans d'existence du Département sous le titre suivant: *Origines et avenir du Département de Science politique* publié dans Mélanges à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du Département de Science politique.

Historique du Département de science politique

Extrait de l'intervention de Dusan Sidjanski (40^{ème} anniversaire)

"En premier lieu, je voudrais esquisser brièvement la préhistoire du Département, d'autant que les origines du Département ont été décrites sur une cinquantaine de pages dans l'ouvrage qui vient d'être mentionné, c'est l'ouvrage de nos collègues Gottraux, Schorderet et Voutat¹. Je les remercie d'autant plus que cette étude, œuvre de collègues de Lausanne, retrace fort bien et de manière objective cette histoire et met en lumière les combats que nous avons dû livrer à cette époque-là. Toute innovation se heurte au conservatisme universitaire; le soutien que m'a apporté la Faculté des Sciences économiques et sociales mérite toute ma reconnaissance.

Tout commence par une thèse de privat-docent que je présente à la Faculté, et qui a trois parties: l'intégration européenne vue sous l'angle de la science politique en tant qu'institution supranationale (Paul Guggenheim); la deuxième partie analyse la substance de la Communauté économique européenne, à savoir le Marché commun (Jacques L'Huillier); la troisième partie est une étude des partis politiques face à l'intégration européenne, étude portant sur leurs prises de position et leurs votes lors des ratifications des Traités de Rome par les Parlements des Six Etats signataires (Jean Meynaud). C'est la rencontre avec Jean Meynaud qui était un des piliers de la science politique en Suisse et le début d'une riche collaboration. Professeur à l'Université de Lausanne, il a été appelé à Genève par Jacques Freymond, Directeur de l'Institut universitaire de Hautes études internationales (IUHEI), puis a été nommé Professeur de science politique dans notre Université. Occupant ces trois postes stratégiques, Jean Meynaud était en bonne position pour lancer toute une série d'initiatives et de nombreuses recherches sur la Suisse et sur les groupes de pression. Il a été un pionnier dans le domaine de la science politique. Il était par ailleurs un précurseur de la collaboration entre les Universités et les enseignants de Genève et de Lausanne. Dans un sens, je l'ai détourné de la ligne de recherche qui portait surtout sur les groupes de pression au plan national français et plus tard suisse aussi. Je lui ai proposé d'ajouter une dimension européenne aux études qu'il faisait. La suite est connue. Elle consiste en une étroite et amicale collaboration qui a donné lieu à la publication de cinq ouvrages².

¹ Gottraux, P., Schorderet, P.-A., Voutat, B. (2000), *La science politique suisse à l'épreuve de son histoire. Genève, émergence et institutionnalisation d'une discipline scientifique*, Lausanne: Ed. Réalités Sociales, 413 p.

² *Les Groupes de pression dans la Communauté européenne*, (en coll. avec J. Meynaud), Editions de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1971, 733 p. *Les Groupes de pression et la Coopération européenne*, (en coll. avec J. Meynaud), Paris, Fondation nationale des Sciences politiques – Série C : Recherches No. 14, 1968, 73 p. *Verso Europa Unita*, Gruppi di promozione, (en coll. avec J. Meynaud), Milan, Ferro Edizioni, 1968, 427 p. *La Europa de los Negocios. Estructura y función de los grupos*, (en coll. avec J. Meynaud), Barcelona, Instituto de Ciencias sociales, 1968, 267 p. *L'Europe des Affaires, Rôle et structure des groupes*, (en coll. avec J. Meynaud), Paris, Payot, 1967, 247 p.



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
Département de science politique



Un des ouvrages était intitulé “L’Europe des Affaires”. Or, à l’époque, le Doyen Terrier avait beaucoup de peine à comprendre ce qu’était la science politique. Le jour après avoir reçu un exemplaire de notre livre, il m’a convoqué pour m’annoncer avec satisfaction: “Ah, enfin, j’ai compris ce qu’est la science politique”. C’étaient plutôt les “affaires” que la science politique qui ont contribué à la compréhension. Toujours est-il que cela nous a permis d’avancer, de préparer les esprits. Cette ouverture du Doyen m’a permis de poursuivre un objectif à la fois personnel et institutionnel qui a abouti à la création du Département.

Le brusque départ de Jean Meynaud à la suite d’un conflit académico-idéologique avec Jacques Freymond a laissé vide la chaire de Science politique. Partagée en deux, en 1962-1963, entre les Facultés de Sciences économiques et sociales et de Droit, la charge de cours de Science politique m’a été attribuée par la FSES, tandis que Ivo Rens a été chargé d’enseigner l’Histoire des doctrines politiques en Droit. Curieux compromis à la Suisse. Dès avant ce moment clé, j’avais commencé à tisser des liens avec les “grands de la science politique” tels Deutsch, Duverger, Sartori, Jacobson et bien d’autres. Avec leur participation, nous avons organisé dans les années 60-62, des séminaires au sein du Centre européen de la culture et ultérieurement à l’Institut Universitaire d’Etudes Européennes. L’Institut a été fondé en 1963 par Denis de Rougemont, Henri Schwamm et moi-même grâce à un concours de circonstances et d’efforts convergents. Au sein de ces deux institutions, les séminaires étaient animés par Jean Meynaud et moi-même, en collaboration avec Karl Deutsch et Jacques-René Rabier, avec la participation de Giovanni Sartori, que notre ami et collègue Stefano Bartolini connaît très bien, Altiero Spinelli, Pierre Duclos et d’autres, comme en témoignent des publications du Centre européen de la culture et de l’IUEE. C’est ainsi que nous avons une base sur laquelle allait s’appuyer le futur Département de science politique.

Entretemps, j’ai eu l’occasion d’enseigner dans diverses universités à la fois européennes, (Paris, Collège d’Europe) et américaines (Harvard, Michigan), d’où je rapportais – il faut bien le dire – un souffle d’innovation en science politique qui, à cette époque, rencontrait beaucoup d’obstacles. Il fallait une certaine dose d’audace pour présenter des indicateurs, des analyses des processus de décision ou le rôle des groupes de pression. Des résistances fortes à ces approches que l’on imagine difficilement aujourd’hui. Toujours est-il que nous avons créé de cette façon un réseau à Genève, en Europe et dans le Monde pratiquement, puisque les Etats-Unis, l’Angleterre et bien d’autres pays encore en étaient concernés.

Cependant, il persistait toujours un conflit et un malentendu sur les conceptions de la Science politique et des sciences politiques. Il était très difficile d’expliquer à un historien tel que Jacques Freymond, qui par ailleurs avait été mon professeur à Lausanne, la différence entre d’une part les *sciences politiques* comprenant l’histoire, la sociologie, l’économie et droit public, et d’autre part cette discipline nouvelle appelée science politique portant principalement sur l’étude des structures du pouvoir.

La *science politique* que nous voulions promouvoir en Suisse. Le conflit était à la fois un conflit personnel par représentants et porte-paroles engagés dans cette confrontation. Mais il s’agissait également et surtout d’un choc entre conception de la science politique face aux sciences politiques. Je dois dire que les temps étaient difficiles car vous le savez, Jacques Freymond était un homme très puissant, il était à la fois Directeur de HEI et Professeur à la Faculté des lettres, Colonel d’Etat major suisse, et membre du Conseil d’administration de Nestlé. Comment un professeur de l’Université de Genève, de surcroît extraordinaire, pouvait-il, en proposant la création du Département, s’attaquer à Jacques Freymond qui réunissait tous les éléments de l’autorité, pouvoir et compétence, et qui croyait que HEI représentait avantageusement les sciences politiques. Toujours est-il que nous avons réussi, malgré son opposition et grâce au soutien du Recteur Martin Peter, du



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
Département de science politique



Doyen Claude Terrier et de plusieurs professeurs de la Faculté SES dont en particulier Jacques L'Huillier et Roger Girod. Le Département a été créé en 1969 à la suite des mouvements de contestation qui ont conduit à des réformes dans les différents pays et dans les universités. A ce moment-là, la mode était aux départements. Il fallait créer des départements spécialisés – nous imitions les Etats-Unis dans ce sens – on ne parlait pas de science politique car il y avait la main et l'œil de Jacques Freymond qui étaient toujours là, prétendant – peut-être non sans raison – garder un privilège quasi exclusif sur la science politique à Genève. Et bien, grâce à la compréhension et au soutien des collègues, au réseau tissé et à un vent de réforme, nous avons pu créer le Département de science politique en 1969.

Vous vous posez la question de savoir pourquoi je me suis efforcé d'institutionnaliser la science politique en fondant le Département de science politique. C'est le résultat de mon expérience mais surtout de la leçon que j'ai tirée du passage fulgurant de Jean Meynaud à Lausanne. Il est arrivé, il a révolutionné la science politique et il a formé une excellente équipe d'assistants et de chercheurs. En revanche, il n'a pas créé une structure solide imbriquée dans l'Université. Le résultat a de quoi nous décevoir car après son départ, l'équipe s'est désintégrée. Jean Meynaud ne semble pas avoir lu le passage d'Amiel cité par Jean Monnet: "*L'expérience de chaque homme se recommence. Seules les institutions deviennent plus sages: elles accumulent l'expérience collective et, de cette expérience, de cette sagesse, les hommes soumis aux mêmes règles verront non pas leur nature changer, mais leur comportement graduellement se transformer.*" D'où mon empressement de donner une structure institutionnelle intégrée dans l'organisation de l'Université de Genève. Le réseau était en place prêt à accueillir une nouvelle institution: Bruxelles (Rabier, Buchman, Noël et Spinelli), Bruges (Brugmans et Lukaschewsky), Paris, Michigan (Jacobson, Inglehart et Kers), Harvard (Deutsch, Hoffman et Nye), Florence (Gori) et j'en passe. A ce réseau de science politique proprement dit s'ajoutent une vingtaine d'instituts membres de l'Association des Instituts d'Etudes européennes dont j'assurais le Secrétariat général au sein du Centre européen de la culture³.

Cette même année, j'ai assumé la présidence de l'Association Suisse de science politique tout en gardant un rôle actif au sein de l'Association internationale de science politique. Dès mon entrée en fonction en tant que président, j'ai eu la naïveté de proposer un ambitieux projet commun de recherche sur la politique en Suisse. J'ai été pris à parties, attaqué sans ménagement par Masnata, Professeur à Lausanne. Il m'a reproché de vouloir imposer la domination de Genève sur la science politique en Suisse. A son tour, le Professeur Grüner, professeur à l'Université de Berne, a réagit: "ah, mais il prendra tous les fonds si on réalise ce projet". Or, le projet était très simple: chacun et chaque Département ou Institut devait prendre une partie de la recherche selon ses compétences. A titre d'exemple, Grüner aurait travaillé sur les partis politiques et les élections, le Département se voyait attribuer la responsabilité d'un grand sondage, et d'autres se seraient partagés les recherches sur les élites, le processus de prise de décision, les politiques publiques, etc. La répartition des tâches et la coordination devait relever de l'ASSP. Une fois de plus, ce fut une levée de boucliers: L'initiative a été mal reçue. D'autant que ce projet commun n'avait pas tenu compte des divisions qui existaient entre les unités peu nombreuses par ailleurs en Suisse. En définitive, en collaboration avec l'Université de Michigan et l'aide technique du Professeur Assistant Henry Kerr et la participation de toute l'équipe du Département, Charles Roig, Paolo Urlio notamment, nous avons réalisé le premier sondage sur le comportement politique des Suisses dont les résultats ont été analysés et publiés sous le titre "Les Suisses et la politique"⁴. Et bien je souhaite à l'ASSP, qui tient son Assemblée générale aujourd'hui, d'avoir à l'avenir plus de succès en lançant des projets communs. C'est en rassemblant les efforts que la science politique pourra le mieux s'affirmer en Suisse et au-delà." (pp. 7-11)

³ L'AIEE a organisé plusieurs Colloques: ex: *Autour du Rapport Tindemans, Partis politiques européens, Régions en Europe*, etc.

⁴ *Les Suisses et la politique. Enquête sur les attitudes d'électeurs suisses* (1972), (co-direction avec C. Roig, H. Kerr, R. Inglehart et J. Nicola), Berne, Herbert Lang, 1975, 216p.